

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2019
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Yves LAHOUN

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Programme d'actions / Gestion intégrée : relecture juridique du SAGE Adour aval

Exposé des motifs :

Le SAGE Adour aval est en fin d'élaboration. Un accompagnement juridique est réalisé par un cabinet d'avocats pour assurer la relecture des documents finaux du SAGE (PAGD et règlement) qui seront à termes opposables sur le territoire. L'objectif de cet accompagnement est d'assurer la meilleure solidité juridique possible des documents du SAGE en cas de contentieux à l'avenir.

La prestation de relecture juridique a débuté dans le cadre d'un marché de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, passé avec le cabinet Droit Public Consultants (DPC). Plusieurs SAGE en Adour-Garonne ont pu bénéficier de cette prestation groupée. Dans ce cadre, aucun engagement financier de l'Institution Adour n'était à prévoir.

Le marché entre l'Agence et DPC a pris fin en mars 2019, mais cette échéance ne correspond pas à la fin de la mission de relecture juridique du SAGE Adour aval, d'autant plus à ce stade de l'avancée du travail sur les documents du SAGE où la concertation est intense, les ajustements nombreux, et l'avis juridique indispensable.

L'Institution Adour doit donc organiser la poursuite du travail de relecture juridique du SAGE en dehors du marché conclu entre l'Agence de l'Eau et DPC, qui a pris fin. Les crédits sont déjà prévus au budget de l'année 2019. Cette prestation peut bénéficier d'une aide de l'Agence de l'Eau Adour Garonne à hauteur de 50% du montant HT.

Pour finaliser la prestation, le coût maximum est estimé à 10 000 € HT.



LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver la poursuite de la mission de relecture juridique du SAGE Adour aval
- D'autoriser le Président à solliciter les financements
- D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches et à signer toutes les pièces nécessaires à cette étude

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,


Paul CARRERE